

Une absorption pure et simple par l'INRA : mais que fait notre direction ?

Malgré les critiques et contre-propositions que nous avons pu faire avant et pendant la réunion conjointe des Comités Techniques INRA et IRSTEA qui s'est déroulée le 8 octobre, malgré les motions adoptées en séance (cf. [CR et documents ici](#)), les propositions contenues dans le rapport des PDG aux ministres ne diffèrent guère de celles figurant dans les rapports com'op. Et le scénario proposé est celui qu'on pouvait craindre : la fusion est en réalité une absorption de l'IRSTEA par l'INRA, aux conditions de l'INRA... (mais en sauvant quand même la poursuite d'un système – étonnant - d'accueil des IPEF... ouf tout n'est pas perdu !)

Côté personnel Recherche, fonctionnement des instances, c'est la loi INRA qui a été choisie :

Toutes les spécificités IRSTEA auxquelles on tenait pour éviter la coupure chercheurs / ITA (dérogations au statut recherche, dispositif d'évaluation, suppression des collèges électoraux,...), comme l'existence des Comités Techniques locaux, ne sont même pas évoquées, passées à la trappe. Il n'y a rien de prévu (à part un « suivi particulier » les 4 premières années !) pour garantir aux titulaires Recherche leurs perspectives de carrière actuelles (le meilleur moyen – le seul équitable et durable – étant de toute évidence d'aligner les ratios de promotions INRA sur ceux de l'IRSTEA, plus favorables).

Par contre une proposition renversante a été inventée pour continuer à recruter des IPEF : les accueillir comme chercheurs pour passer une thèse en 3 ans et dans la foulée jusqu'à l'obtention (en 6 ans !) de la HDR et ensuite ils s'en iraient vers d'autres cieux (organismes internationaux...); donc les équipes devraient se mettre en 4 pour donner les moyens à de jeunes IPEF sous pression de passer leur thèse puis leur HDR en quelques années et ensuite les voir disparaître ? la HDR conçue non pas pour faire de la direction de recherche dans les équipes mais comme tremplin de carrière pour jeunes IPEF... On voit bien là quelles étaient les priorités de notre direction dans les discussions avec la direction de l'INRA et les tutelles !

Autant nous avons défendu le maintien en position normale d'activité (PNA) de tous les titulaires de corps ministériels actuellement en poste à l'IRSTEA, autant il nous semble grand temps de se reposer la question de pérenniser une voie de recrutement qui n'a plus de justification (d'ailleurs c'est ouvertement pour occuper des postes de chercheurs que la direction veut maintenant recruter des IPEF !), et qui est facteur de tensions sociales vu les disparités de rémunérations.

On est donc bien loin à ce stade de la démarche de concertation pour retenir le « mieux disant social » revendiquée par les syndicats et la pétition signée par les personnels. Mais une chose est claire : nous n'en resterons pas là !

Côté budget, on est loin du compte également :

Pour l'instant on a juste la promesse d'une aide ponctuelle de 4 M d'€ du MESRI ... dont la moitié va servir à payer le consultant ès accompagnement de la fusion !

Des « compléments » pérennes de subvention de l'Etat sont bien demandés (tout en restant dans l'hypothèse de « stabilité des subventions de l'Etat », comprenez qui pourra...) pour mettre à niveau les régimes indemnitaires et les dotations aux URs mais ces chiffres (2,4 M€ annuels pour chacun de ces deux volets) sont assortis de « dès que possible » ou « progressivement » qui ne laissent présager rien de bon ! Or il est impératif que ces rallonges budgétaires soient attribuées dès le 1^{er} jour de la fusion (voire avant !) sinon on sait bien ce qui va se passer : c'est encore l'emploi qui va trinquer.

Et rien à l'horizon pour rapatrier la subvention du Ministère de l'agriculture sur celle du Ministère de la Recherche et pour résoudre la question du sous-financement structurel de la recherche environnementale (cf. [note SUD-Recherche-EPST remise à F. de Rugy le 22 nov ici](#)). Apparemment la seule piste envisagée est encore un nième accord-cadre avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) qui ne va encore et toujours permettre de recruter que des CDD...

.../...

Côté tutelle Environnement, personne ne bouge... sauf nous !

Bien que la motion que nous avons proposée au CT conjoint du 8 oct demandant que le MTES soit co-tutelle du futur institut ait été soutenue par une majorité de syndicats des deux instituts, nos PDG – sans doute trop sous influence du ministre et/ou des lobbies de l'Agriculture – ne semblent pas lever le petit doigt pour faire avancer le dossier, se retranchant derrière le fait que le MTES « n'est pas demandeur ». Et ce malgré le fait que personnels Agriculture comme personnels Recherche sont pour.

Là aussi, il faudra continuer inlassablement à monter au créneau sans attendre un quelconque appui de nos directions !

Nous avons commencé, via notre fédération Solidaires-Environnement, à interpellier le ministre de l'Écologie sur ce dossier (Cf. [compte-rendu réunion du 22 nov avec F. de Rugy](#)). Nous continuerons.

Et côté calendrier c'est toujours « marche ou crève ! »

Les PDG ne veulent pas reconnaître que le calendrier à marche forcée imposé à tous pour cette fusion est démentiel. Il les conduit pourtant à proposer des scénarios aberrants et causant des dommages :

- **au niveau des SI de gestion, les personnels d'appui IRSTEA**, qui ont eu déjà à digérer la GBCP, devront se mettre aux SI de gestion de l'INRA (même moins performants !) au 1/01/2020 pour en recharger à nouveau à horizon 2023 ! C'est vraiment inadmissible de sacrifier ainsi des agents.
- **nouvelles élections de représentants du personnel en juin 2020** pour renouveler les principales instances (Comité Technique, CHSCT, CA, conseils scientifique...); à partir de juillet 2020 et alors que les problèmes soulevés par la fusion seront loin d'être réglés, les personnels IRSTEA n'auront plus de représentation propre au sein de l'institut unique (sauf en CAP)...

Sans compter que dans un délai aussi court, ce qui sera sacrifié aussi c'est la concertation avec les représentants du personnel et les discussions collectives à la base pour construire le nouvel EPST : tout sera imposé d'en haut (mais c'est sans doute le but recherché ?!)

Conséquence : une restructuration des services d'appui à marche forcée, en mettant en concurrence les agents

Dans l'immédiat ce sont les collègues de l'appui (au siège et dans les centres) qui sont directement impactés par le projet de fusion. Mais nous sommes tous concernés, par solidarité et aussi par les conséquences sur le fonctionnement des URs.

A travers les témoignages qui nous arrivent de certains centres (Bordeaux, Rennes...), et des directions fonctionnelles (DSIN...) les grandes manœuvres pour demander aux agents de se positionner individuellement dans un futur organigramme ont largement commencé, en toute opacité, en dehors de tout cadrage sur les principes et la méthode.

Nous dénonçons cette méthode de réorganisation des services d'appui uniquement fondée sur une approche individuelle et une mise en concurrence de fait des agents.

Nous avons eu l'occasion de le dire lors de la [réunion du CTEP du 13 novembre](#) à travers le débat sur l'évolution du dispositif d'entretien individuel, seule démarche que propose la direction pour « accompagner » la fusion !

Nous voulons qu'avant de leur demander de se positionner individuellement

- 1) les agents aient pu être associés à l'élaboration collective des projets d'organisation des futurs services d'appui,
- 2) que ces projets aient été soumis aux instances (de préférence dans des réunions conjointes avec celles de l'INRA),
- 3) qu'aient été discutées avec les syndicats et mises par écrit les règles du jeu et les garanties données à tous les agents de retrouver un poste correspondant à leurs compétences et leur niveau de fonction.

Aujourd'hui Marc Michel nous répond : ce sera de la responsabilité des préfigureurs ! Pas question de laisser chaque préfigureur faire sa cuisine sans qu'il y ait de règles claires établies, d'étape de réflexion collective et de concertation dans les instances de prévue, et de note de service explicitant cette démarche et donnant les mêmes garanties à tous les agents où qu'ils soient.

Restons unis et solidaires, ne laissons pas Mauguin et Michel faire leur tambouille !